

*Les crédits*

échoué dans sa tâche. J'ai le sentiment que c'est parce que le gouvernement a refusé de faire ce qu'il fallait.

Tout au long du débat sur la TPS, j'ai entendu les députés d'en face prétendre que le Parti libéral ne proposait aucune solution de rechange à la taxe sur les produits et services. C'est une fausse rumeur à laquelle les Canadiens doivent réagir. Il faut reconnaître que, en 1984, quand le gouvernement a été élu, la taxe sur les ventes des fabricants rapportait environ 8 milliards de dollars. La nouvelle taxe sur les produits et services rapportera 26 milliards, soit trois fois plus. Et ils demandent encore: «Quelle solution proposez-vous?»

Les citoyens qui ont signé les pétitions déposées à la Chambre, dont plus de 300 000 nous avaient confié cette mission, maintiennent que la solution de rechange à court terme est le statu quo. Bien sûr que la taxe sur les ventes des fabricants pose certains problèmes, bien sûr qu'une multitude de rapports recommandent qu'on la supprime mais la TPS n'est pas la solution.

Notre motion parle de réforme fiscale et c'est à mon avis ce que nous devrions viser. Nous avons le devoir, ici à la Chambre, de parler aux Canadiens d'une réforme fiscale qui nous permettra de régler les problèmes associés à la production de recettes afin de conserver à leur intention les infrastructures et les programmes sociaux dont nous avons besoin. Quand on pense au régime fiscal fédéral, au régime fiscal provincial et au régime fiscal municipal, on se rend compte qu'il faut trouver une solution qui permettra d'intégrer toutes les taxes, parce que c'est le même contribuable qui les acquitte que ce soit au niveau municipal, fédéral ou provincial.

Quand le ministre des Finances déposera son budget dans deux semaines, il ne pourra pas prétendre que les mesures financières qu'il propose ne toucheront que le contribuable fédéral. Elles toucheront chacun des contribuables canadiens. Nous devons examiner sérieusement les propositions que le maire de Vancouver a faites devant le Comité permanent des finances, lorsque celui-ci a siégé dans cette ville. Il a dit clairement que les contribuables canadiens ne peuvent pas faire plus que leur part et que nous ne pouvons pas nous amuser à transférer le fardeau fiscal d'un palier de gouvernement à l'autre, car, en fin de compte, ce sont les Canadiens qui doivent payer la note.

À mon avis, dans la réforme fiscale, nous devons étudier la question des impôts fonciers. Ces impôts constituent-ils toujours un moyen légitime de recueillir des recettes? Permettent-ils réellement de jauger la capacité de payer des contribuables ou sont-ils devenus des impôts d'emplacement? Une maison évaluée à 100 000 \$ dans ma circonscription du nord du Nouveau-Brunswick est fort probablement semblable à une autre de la même valeur en banlieue de Toronto. La seule différence, c'est que celle de Toronto coûtera beaucoup plus cher à cause du terrain sur lequel elle est située. Les deux maisons et leurs installations sont probablement très semblables. Cette façon de voir les choses est-elle toujours valable ou devrions-nous en trouver d'autres? Devrions-nous trouver des moyens progressifs de recueillir les recettes nécessaires aux pouvoirs publics?

À notre avis, les solutions de rechange qu'il faut étudier dans la réforme fiscale, et que nous avons recommandées dans le rapport minoritaire que nous avons présenté à la suite de notre étude du projet de taxe sur les produits et services, consistent à examiner toutes les formes d'impôt. Nous devons chercher à savoir ce que veulent dire les économistes, les présidents de banque, les gens d'affaires, les groupes de lutte contre la pauvreté, le Comité d'action nationale et le Congrès du travail du Canada lorsqu'ils parlent d'un impôt équitable et progressif.

Beaucoup d'entre eux ont d'excellentes propositions à faire sur la réforme fiscale. Nous pouvons supprimer les allègements fiscaux et faire en sorte que tous les Canadiens soient traités équitablement. Nous devons aller voir du côté du secteur des affaires. Je veux être très clair là-dessus. Le Parti libéral estime que la réforme fiscale doit promouvoir une économie vigoureuse et permettre aux Canadiens de travailler dans le secteur privé. Je tiens à dire bien clairement que je suis partisan du profit. Le travail acharné doit être récompensé et il faut faire en sorte que les gens qui prennent des risques puissent espérer obtenir un rendement sur leur investissement.

• (1200)

Le monde canadien des affaires est prêt à accueillir une réforme fiscale pourvu qu'elle soit équitable et lui permette de soutenir la concurrence internationale. Le temps est venu de parler franchement de réforme fiscale pour les particuliers et les sociétés. Nous devons nous assurer que le système en place soit non seulement équitable, ou aussi équitable que possible, mais que les contribuables canadiens croient qu'il l'est.